



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

FISCALITÉ ET PERCEPTION FINANCIÈRE :

LA CONNAISSANCE DE LA FISCALITÉ AMÉLIORE

L'ÉVALUATION QUE LES GENS FONT DE LEUR

SITUATION

Cahier de recherche 2017/02

ANTOINE GENEST-GRÉGOIRE

JEAN-HERMAN GUAY

LUC GODBOUT

JANVIER 2017

REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La **Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques** (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La **Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques** tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité.

Pour plus de détails sur la **Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques**, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>.

Antoine Genest-Grégoire est professionnel de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Jean-Herman Guay est professeur titulaire à l'École de politique appliquée de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

Luc Godbout est titulaire de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

École de gestion, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Téléphone : 819 821-8000, poste 67133

Courriel : cftp.eg@USherbrooke.ca

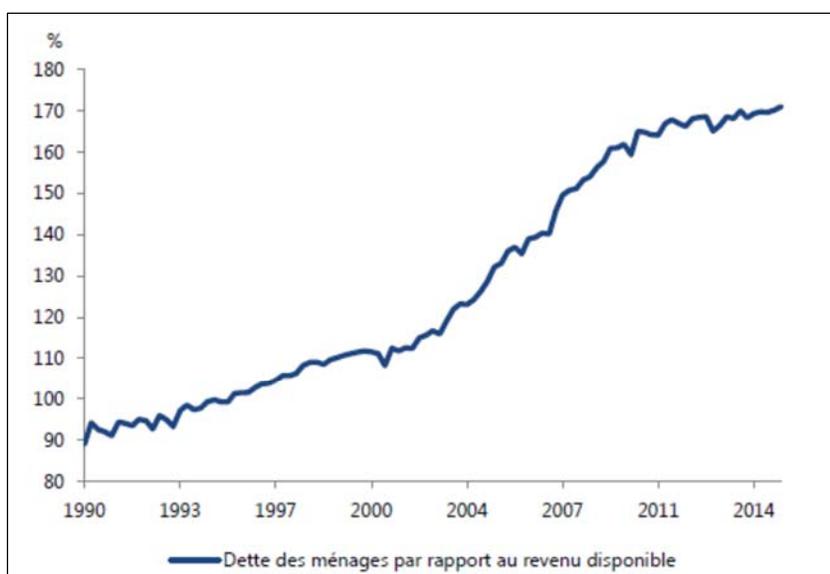
TABLE DES MATIERES

1. Mise en contexte	1
2. Approche par sondage	3
3. Indicateurs de la situation financière	4
4. Perception temporelle de la situation financière.....	10
5. Regard croisé sur les résultats	15
6. Conclusion	19

1. MISE EN CONTEXTE

Les médias et les intervenants de la scène publique évoquent régulièrement la situation financière des ménages et des personnes. L'endettement des ménages canadiens a fortement augmenté au cours des dernières années et il s'agit d'un sujet important de préoccupation des décideurs politiques et financiers. À titre d'exemple, le directeur parlementaire du budget fédéral présentait, en janvier 2016, un portrait de l'évolution de l'endettement des ménages indiquant que le ratio dette-revenu disponible des ménages canadiens atteignait des sommets jamais vus auparavant¹.

Dettes des ménages par rapport au revenu disponible



Sources : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : La dette des ménages comprend l'ensemble des obligations financières (soit la dette sur le marché du crédit plus les comptes fournisseurs). Le revenu disponible est désaisonnalisé, mais non rajusté en fonction des droits à la retraite.

L'évolution du revenu disponible, de la dette, des actifs des ménages ainsi que des conditions du marché immobilier est suivie de près par les institutions financières depuis plusieurs années puisqu'il s'agit d'un facteur de risque important pour l'économie canadienne. Par exemple, Desjardins Études économiques présentait en 2015 une étude portant spécifiquement sur cette situation et illustrant le risque posé par une chute de la valeur des propriétés ou une

¹ Directeur parlementaire du budget (2016). *Endettement et vulnérabilité financière des ménages*. Ottawa, p. 7.

détérioration du marché de l'emploi². Des études similaires ont été réalisées par diverses institutions financières dont, notamment, la Banque du Canada, qui y voit un risque significatif pour la stabilité de l'économie canadienne depuis maintenant de nombreuses années³.

Si la sécurité financière des ménages a indéniablement un caractère objectif, mesuré par des indicateurs comme le ratio endettement-revenu disponible, elle revêt néanmoins une part subjective. L'évaluation que les gens font de leur propre situation peut ainsi dépendre des buts qu'ils se fixent, des inquiétudes qu'ils nourrissent quant à l'avenir ou des perceptions très quotidiennes quant à leur capacité à faire face aux obligations financières qu'ils ont contractées. Les décisions financières ne sont pas seulement prises sur une base factuelle, comme en témoignent tous les efforts déployés par l'industrie du marketing pour favoriser les ventes de divers produits, souvent par le biais du crédit. La notion de perception à l'égard de sa situation financière n'est pas systématiquement étudiée dans les enquêtes d'opinion, mais de nombreux groupes sondent les Canadiens sur ces questions à diverses occasions et Statistique Canada inclut des questions sur ce sujet dans son Enquête sur la sécurité financière. L'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec a, par exemple, lui aussi réalisé une enquête par sondage sur l'endettement immobilier et la situation financière en 2015. Elle révélait, entre autres, que près de 60 % des ménages estiment « bien s'en tirer » financièrement alors que les autres ménages éprouvent des difficultés ou s'en sortent « de justesse »⁴. Or, 32 % des répondants y indiquaient également qu'une baisse de 15 % de la valeur de leur résidence entraînerait un stress psychologique pour eux⁵.

En se basant sur des données tirées d'un sondage, on cherchera à cerner les évaluations que les individus font de leur situation en utilisant sept indicateurs différents. Il sera ensuite possible d'évaluer combien d'entre eux sont dans une situation difficile ou préoccupante. On tentera par la suite de dresser le profil des individus les plus enclins à se retrouver dans une situation qu'ils estiment problématique d'une manière ou d'une autre, en tenant notamment compte de leur degré de compréhension des enjeux fiscaux.

² Desjardins Études économiques (2015). *Point de vue économique : Situation financière des ménages au Québec et en Ontario*. p. 5.

³ Banque du Canada (2016). *Rapport sur la politique monétaire : Octobre 2016*, p. 24.

⁴ Comptables professionnels agréés du Canada (2015). *Les finances des ménages canadiens : une nouvelle réalité*. p. 28.

⁵ *Ibid.* p. 17.

2. APPROCHE PAR SONDAGE

Nous avons choisi de mesurer l'interrelation entre la fiscalité et la perception financière par le biais d'un sondage. Nos questions ont été administrées par la firme CROP dans le cadre d'un sondage omnibus. La collecte de données en ligne s'est déroulée du 16 au 21 novembre 2016 par le biais d'un panel web. Au total, 1 000 questionnaires ont été complétés. Un échantillon probabiliste de la même taille présenterait une marge d'erreur de 3 %. Les résultats présentés ont été arrondis à l'unité près pour refléter cette marge d'erreur. Les totaux pourraient donc être différents de 100 % dans certains tableaux.

Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le genre, l'âge, la région de résidence, la langue maternelle et le niveau de scolarité des répondants. De plus, une série de questions tirées d'une étude annuelle Panorama de CROP portant sur les valeurs ont été ajoutées au questionnaire, ce qui permet de pondérer l'échantillon en fonction des valeurs personnelles des répondants à partir d'un échantillon probabiliste.

Au départ, 1 000 personnes ont été interrogées, mais 100 d'entre elles n'ont pas répondu à toutes les questions, particulièrement celles touchant le revenu personnel et familial. L'analyse est donc faite sur la base d'un échantillon de 900 répondants.

Profil des répondants

Répartition selon le genre		Scolarité	
Hommes	49 %	Diplôme primaire, secondaire ou professionnel	35 %
Femmes	51 %	Diplôme d'études collégiales	44 %
Revenu familial		Diplôme d'études universitaires	22 %
Moins de 20 000 \$	12 %	Répartition selon l'âge	
20 000 \$ à 39 999 \$	19 %	De 18 à 24 ans	9 %
40 000 \$ à 59 999 \$	22 %	De 25 à 34 ans	18 %
60 000 \$ à 79 999 \$	15 %	De 35 à 44 ans	16 %
80 000 \$ à 99 999 \$	10 %	De 45 à 54 ans	20 %
100 000 \$ à 150 000 \$	10 %	De 55 à 64 ans	17 %
Plus de 150 000 \$	4 %	65 ans et plus	20 %
Je préfère ne pas répondre.	9 %		

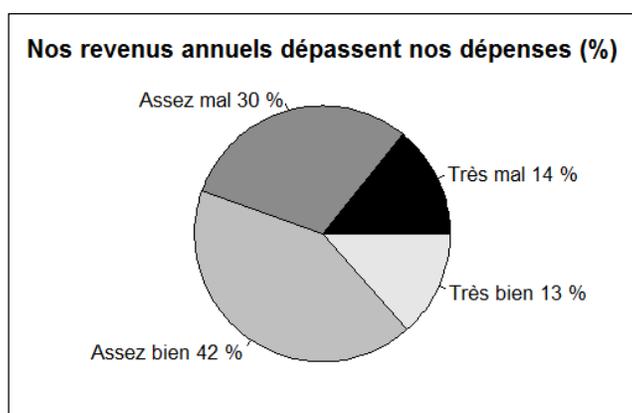
3. INDICATEURS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour cerner l'évaluation subjective que les répondants font de leur situation financière, on a construit sept énoncés en reprenant des formulations ou des expressions communément utilisées. Dans chacun des cas, ils devaient juger si la situation évoquée dans l'énoncé correspondait très bien, assez bien, assez mal ou très mal à leur situation.

Pour chacun des sept énoncés, les graphiques et les tableaux de cette section présentent la répartition des réponses en fonction de différentes caractéristiques des répondants. Les répondants devaient indiquer à quel point leur situation correspond à celle présentée dans l'énoncé. Les données ont été pondérées pour être représentatives de la population québécoise. Le graphique présente les données pour l'ensemble de l'échantillon alors que le tableau présente les résultats selon le genre, l'âge et le revenu familial.

Énoncé 1 : Nos revenus annuels dépassent nos dépenses.

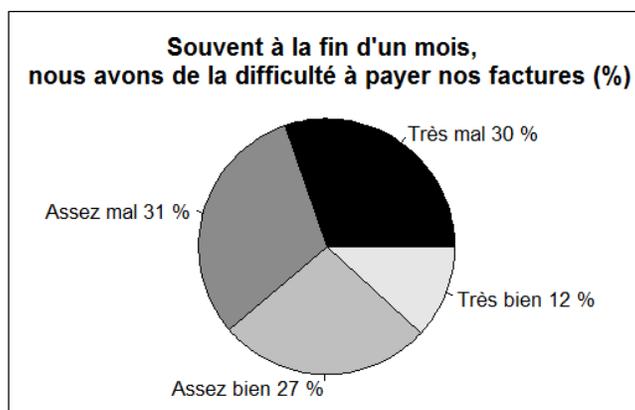
Le premier énoncé est le plus global et renvoie au bilan annuel. Pour 44 % des gens, la situation est considérée comme difficile, d'une manière ou d'une autre. Lorsqu'on la sépare entre les hommes et les femmes, le sentiment des hommes atteint 42 % contre 47 % pour les femmes. Pour les âges, la situation considérée comme difficile atteint 50 % pour les 25 à 34 ans contre 41 % pour les deux extrêmes, soit les 18 à 24 ans et les 65 ans et plus. Quant aux revenus, les différences sont importantes : manifestement, les gens ayant de plus bas revenus sont peu enclins à considérer que, annuellement, leurs revenus dépassent leurs dépenses (37 %) alors que 87 % des sondés ayant un revenu familial de 150 000 \$ l'affirment.



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	12.6	29.2	42.4	15.8
Femme	15.9	31.4	41.7	10.9
18 à 24 ans	10.1	31.3	50.1	8.5
25 à 34 ans	14.2	35.8	36.0	14.0
35 à 44 ans	14.7	31.7	44.0	9.6
45 à 54 ans	13.8	29.5	42.4	14.3
55 à 64 ans	15.8	28.0	40.3	15.9
65 ans et plus	14.6	25.9	44.7	14.9
Moins de 20 000 \$	24.6	38.6	34.1	2.7
20 000 à 40 000 \$	16.3	35.5	36.5	11.7
40 000 \$ à 60 000 \$	11.7	36.7	42.2	9.4
60 000 à 80 000 \$	12.1	18.5	56.1	13.3
80 000 \$ à 100 000 \$	13.3	25.0	39.6	22.1
100 000 \$ à 150 000 \$	11.3	27.2	46.7	14.7
150 000 \$ et plus	3.8	8.9	34.5	52.8

Énoncé 2 : Souvent à la fin d'un mois, nous avons de la difficulté à payer nos factures.

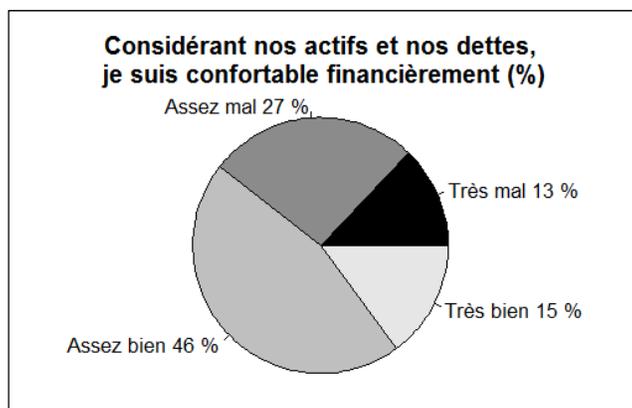
Quand le problème est posé mensuellement, les différences sont plus marquées lorsqu'on compare les jeunes de 18 à 24 ans (53 %) aux gens de 55 à 64 ans (23 %). De plus, le segment de la population ayant de plus faibles revenus est nettement plus nombreux à estimer que les fins de mois sont difficiles (60 %) contre 17-18 % pour les groupes de 55 à 64 ans et 65 ans et plus.



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	33.7	29.7	27.1	9.5
Femme	26.8	32.3	26.7	14.2
18 à 24 ans	26.5	21.0	38.9	13.6
25 à 34 ans	22.0	29.4	33.0	15.6
35 à 44 ans	28.5	36.2	23.7	11.6
45 à 54 ans	22.5	35.8	27.7	14.0
55 à 64 ans	44.3	32.3	16.9	6.5
65 ans et plus	37.7	26.3	26.2	9.8
Moins de 20 000 \$	12.4	27.7	38.9	21.0
20 000 à 40 000 \$	22.1	27.9	32.1	18.0
40 000 \$ à 60 000 \$	29.7	27.3	32.4	10.6
60 000 à 80 000 \$	40.5	31.9	20.3	7.3
80 000 \$ à 100 000 \$	36.1	35.6	23.0	5.3
100 000 \$ à 150 000 \$	39.0	44.2	11.3	5.5
150 000 \$ et plus	53.4	29.1	7.3	10.3

Énoncé 3 : Considérant nos actifs et nos dettes, je suis confortable financièrement.

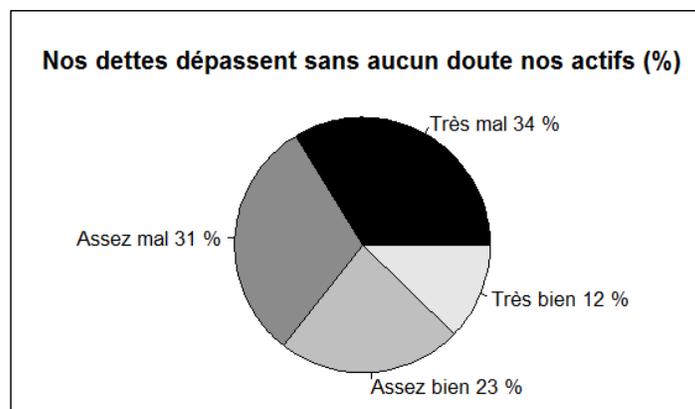
Cet énoncé renvoie aux dettes et aux actifs. En gros, 60 % des gens se sentent confortables. Les hommes (65 %) le sont plus que les femmes (56 %). Alors que seulement 50 % des personnes âgées de 25 à 44 ans ont cette perception, la proportion grimpe à plus de 76 % pour le groupe des 55 à 64 ans. Sous l'angle des revenus, ce sentiment progresse de 32 % pour les répondants gagnant moins de 20 000 \$ à 89 % pour ceux dont le revenu familial est de 150 000 \$ et plus.



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	11.1	24.3	47.4	17.2
Femme	14.8	28.8	43.9	12.5
18 à 24 ans	9.2	30.6	40.7	19.5
25 à 34 ans	17.2	33.0	43.2	6.6
35 à 44 ans	18.0	31.6	41.9	8.5
45 à 54 ans	14.2	24.3	48.3	13.2
55 à 64 ans	8.5	15.3	52.7	23.5
65 ans et plus	8.4	25.7	44.7	21.2
Moins de 20 000 \$	36.2	31.8	26.2	5.7
20 000 à 40 000 \$	17.1	32.4	42.8	7.8
40 000 \$ à 60 000 \$	9.0	33.3	42.7	15.1
60 000 à 80 000 \$	9.7	15.6	57.1	17.6
80 000 \$ à 100 000 \$	5.8	20.4	52.7	21.1
100 000 \$ à 150 000 \$	2.6	22.3	58.3	16.8
150 000 \$ et plus	1.3	10.2	41.3	47.2

Énoncé 4 : Nos dettes dépassent sans aucun doute nos actifs.

Dans ce cas-ci, plus du tiers des répondants estiment que leurs dettes dépassent leurs actifs. Quant au profil, les conclusions sont analogues : il y a plus de femmes que d'hommes (39 % vs 32 %), les jeunes le sont davantage que les personnes âgées (54 % vs 24 %) et les gens des classes ayant de plus faibles revenus s'estiment également plus endettés que ceux aux revenus plus élevés (47 % vs 17 %).



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	35.9	32.0	20.5	11.6
Femme	31.6	29.1	26.4	12.9
18 à 24 ans	23.4	22.3	34.6	19.7
25 à 34 ans	17.3	33.6	28.3	20.8
35 à 44 ans	26.1	32.5	26.2	15.2
45 à 54 ans	31.6	36.6	20.2	11.5
55 à 64 ans	49.9	26.3	19.1	4.8
65 ans et plus	49.3	26.9	18.5	5.3
Moins de 20 000 \$	18.4	34.2	23.6	23.8
20 000 à 40 000 \$	27.0	30.7	26.9	15.3
40 000 \$ à 60 000 \$	36.7	22.5	28.8	12.0
60 000 à 80 000 \$	41.2	30.1	19.0	9.7
80 000 \$ à 100 000 \$	38.1	34.7	22.9	4.4
100 000 \$ à 150 000 \$	35.8	41.2	17.2	5.8
150 000 \$ et plus	53.2	30.2	7.2	9.4

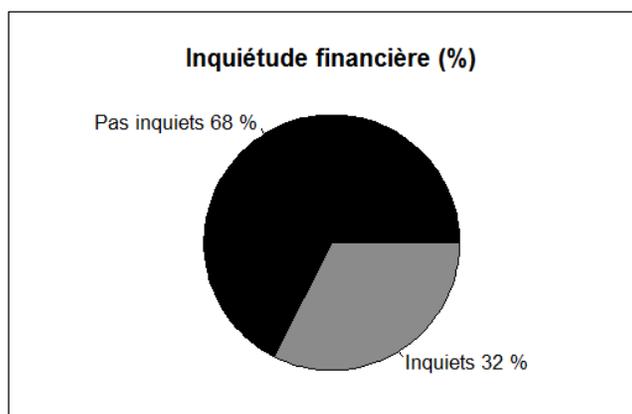
Interrelations entre les quatre énoncés

En effectuant des corrélations entre ces quatre énoncés, il est possible de constater une grande cohérence chez les répondants. Les corrélations sont particulièrement fortes entre les deux derniers énoncés, puis entre ceux-ci et l'évaluation de la situation mensuelle.

En effet, les répondants jouissant d'une situation financière annuelle positive sont également corrélés avec ceux dont les actifs dépassent les dettes, alors que ceux dont la situation financière mensuelle est négative voient au contraire les dettes excéder leurs actifs.

	Situation financière annuelle positive	Situation financière mensuelle négative	Actifs dépassent les dettes	Dettes dépassent actifs
Situation financière annuelle positive	1.00	-0.19	0.39	-0.18
Situation financière mensuelle négative		1.00	-0.49	0.61
Actifs dépassent les dettes			1.00	-0.51
Dettes dépassent actifs				1.00

Sur la base de ces quatre énoncés, on peut établir un seuil de confiance minimal en sa situation financière. Ainsi, si une personne affirme qu'au moins un énoncé positif correspond très mal à sa situation, ou inversement pour un énoncé négatif, on peut la considérer comme financièrement inquiète. Selon ce seuil de confiance, c'est pratiquement une personne sur trois qui est inquiète pour sa situation financière.

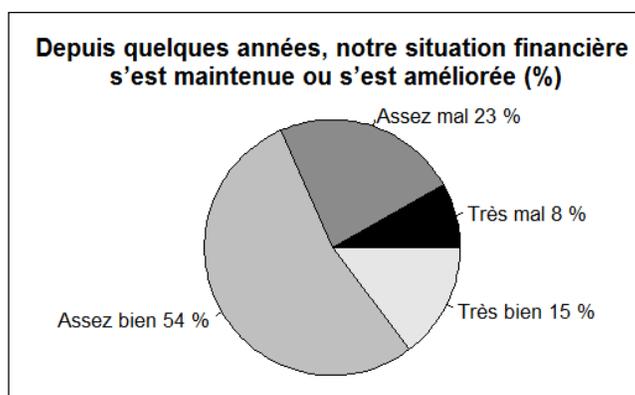


4. PERCEPTION TEMPORELLE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Les trois autres énoncés renvoient à des évaluations dans le temps. Les deux premières se situent dans le court terme.

Énoncé 5 : Depuis quelques années, notre situation financière s'est maintenue ou s'est améliorée.

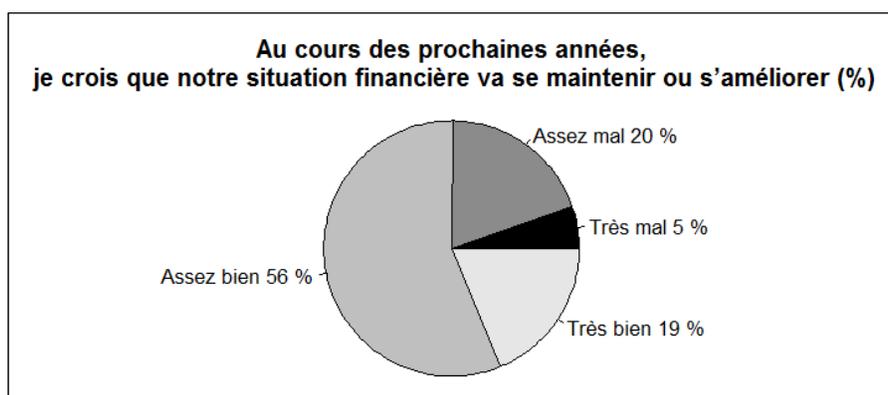
L'évaluation n'est pas pessimiste puisque 69 % des gens estiment que leur situation financière s'est maintenue ou améliorée depuis quelques années. Encore une fois, les hommes sont plus optimistes que les femmes (72 % vs 64 %). En regard de l'âge, les 35 à 44 ans sont moins positifs à croire que leur situation s'est maintenue ou améliorée depuis quelques années, à raison de 57 % contre 77 % pour les 55 à 64 ans. Encore une fois, les gens à faible revenu sont moins nombreux à penser que leur situation s'est maintenue ou améliorée depuis quelques années (53 %) contre 89 % pour les ménages ayant un revenu familial de 150 000 \$ et plus.



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	5.1	22.6	56.3	16.1
Femme	11.4	24.2	51.1	13.3
18 à 24 ans	2.6	30.0	57.8	9.6
25 à 34 ans	6.7	22.1	61.1	10.1
35 à 44 ans	11.0	31.9	45.2	11.9
45 à 54 ans	6.9	27.9	49.6	15.6
55 à 64 ans	9.9	13.3	58.5	18.3
65 ans et plus	9.3	18.8	52.2	19.7
Moins de 20 000 \$	16.6	30.0	46.1	7.2
20 000 à 40 000 \$	13.7	26.0	51.3	9.0
40 000 \$ à 60 000 \$	7.5	23.1	53.8	15.6
60 000 à 80 000 \$	4.6	21.2	57.8	16.4
80 000 \$ à 100 000 \$	2.3	20.9	58.2	18.6
100 000 \$ à 150 000 \$	2.3	21.6	59.3	16.9
150 000 \$ et plus	1.7	9.4	48.1	40.9

Énoncé 6 : Au cours des prochaines années, je crois que notre situation financière va se maintenir ou s'améliorer.

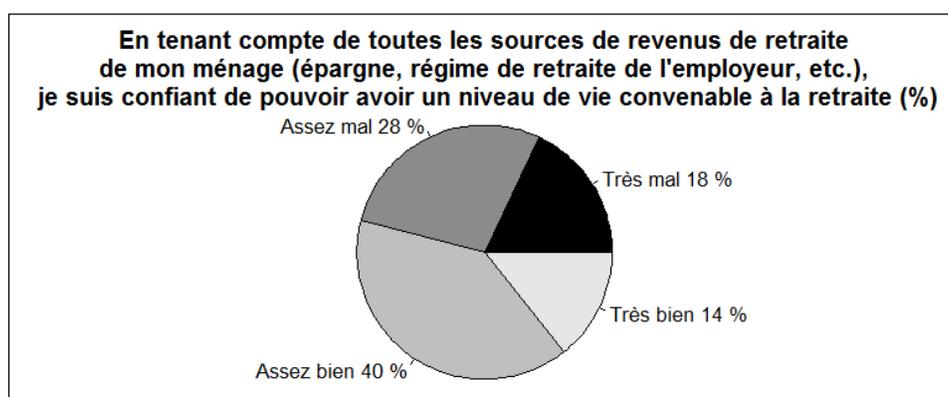
Les trois quarts des gens ont confiance que leur situation financière va se maintenir ou s'améliorer au cours des prochaines années. Il n'y a qu'un quart des répondants qui envisagent une détérioration de leur situation financière. Dans cette situation, le genre a peu d'effet sur le résultat (76 % vs 74 %). Ce sentiment évolue positivement avec le revenu, de 54 % pour les faibles revenus à 88 % pour les ménages aux revenus les plus élevés. Par contre, sous l'angle de l'âge, les plus jeunes apparaissent plus optimistes que les plus âgées (92 % vs 70 %).



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	5.2	18.6	55.4	20.8
Femme	5.4	20.5	57.5	16.6
18 à 24 ans	4.4	3.9	63.0	28.7
25 à 34 ans	2.5	19.0	57.0	21.5
35 à 44 ans	6.2	23.3	53.5	17.0
45 à 54 ans	5.1	20.6	55.4	19.0
55 à 64 ans	7.6	17.4	59.8	15.2
65 ans et plus	5.9	23.8	54.1	16.2
Moins de 20 000 \$	10.6	25.5	48.8	15.0
20 000 à 40 000 \$	7.0	27.4	54.1	11.4
40 000 \$ à 60 000 \$	7.3	18.5	55.3	18.9
60 000 à 80 000 \$	2.7	14.7	61.5	21.1
80 000 \$ à 100 000 \$	0.0	15.9	62.6	21.5
100 000 \$ à 150 000 \$	0.5	14.4	63.5	21.6
150 000 \$ et plus	4.3	7.7	44.4	43.6

Énoncé 7 : En tenant compte de toutes les sources de revenus de retraite de mon ménage (épargne, régime de retraite de l'employeur, etc.), je suis confiant de pouvoir avoir un niveau de vie convenable à la retraite.

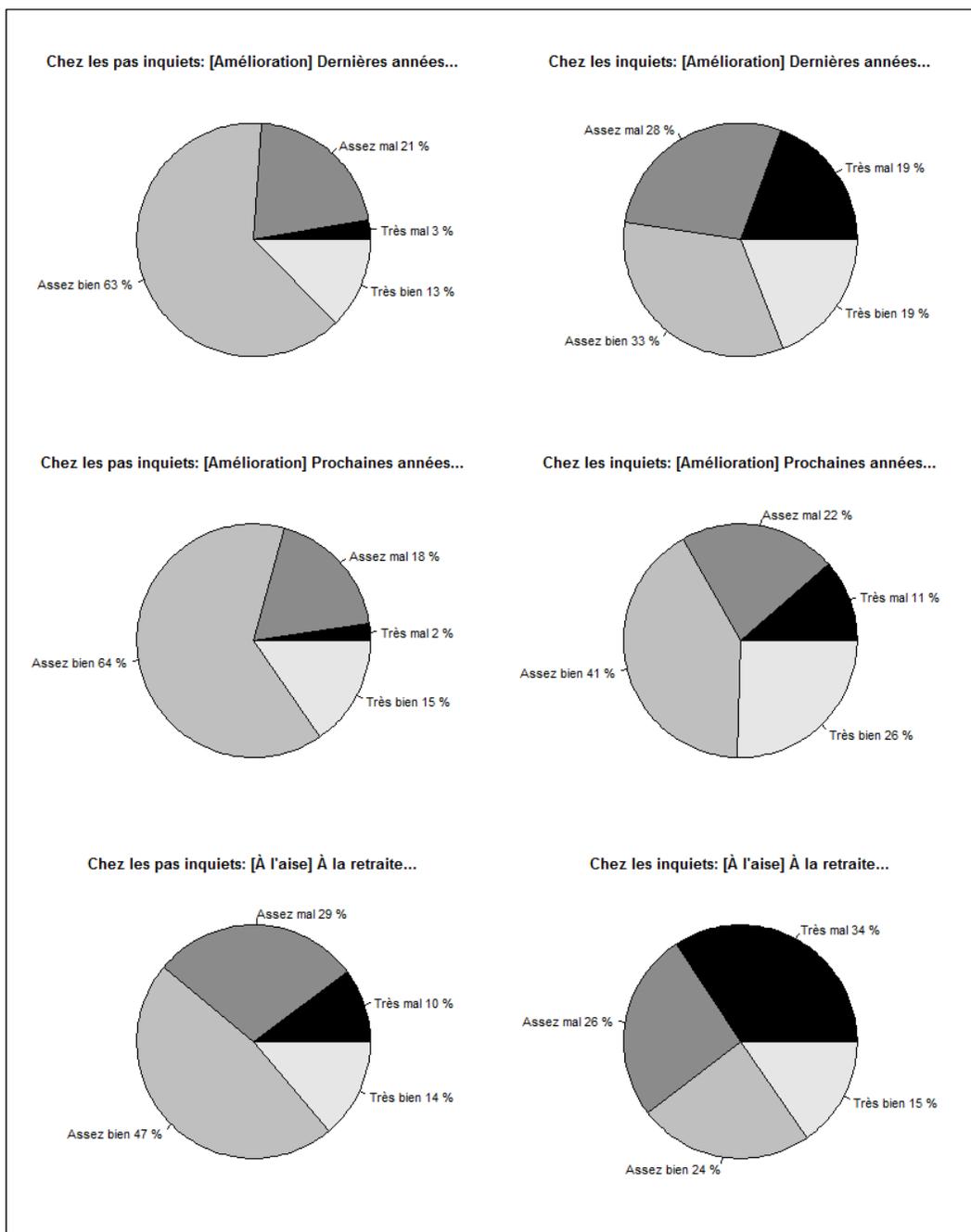
Lorsqu'il est question de la retraite, le pessimisme est cependant plus prononcé puisque 46 % des répondants pensent qu'ils n'auront pas un niveau de vie convenable à la retraite. Les hommes sont plus confiants de maintenir leur niveau de vie à la retraite que les femmes (57 % vs 51 %). Les jeunes de 25 à 34 ans sont seulement 41 % à avoir cette perception contre 71 % pour les 55 à 64 ans. Encore une fois, les revenus plus élevés sont également synonymes d'une plus grande confiance pour le niveau de vie à la retraite où le taux passe de 25 % pour les gens ayant 20 000 \$ ou moins de revenus à 88 % pour les répondants ayant un revenu familial de 150 000 \$ et plus.



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	16.6	26.2	40.1	17.1
Femme	19.4	29.8	39.4	11.5
18 à 24 ans	4.4	52.7	31.7	11.2
25 à 34 ans	35.0	24.3	30.0	10.7
35 à 44 ans	25.8	28.0	37.0	9.2
45 à 54 ans	15.6	33.3	42.2	8.9
55 à 64 ans	11.5	17.5	49.3	21.7
65 ans et plus	7.9	24.9	44.5	22.7
Moins de 20 000 \$	36.1	38.8	21.3	3.8
20 000 à 40 000 \$	21.8	37.0	28.9	12.3
40 000 \$ à 60 000 \$	19.0	26.1	38.5	16.4
60 000 à 80 000 \$	14.0	23.3	48.0	14.7
80 000 \$ à 100 000 \$	11.7	24.5	50.4	13.5
100 000 \$ à 150 000 \$	4.5	18.6	59.9	17.0
150 000 \$ et plus	2.6	9.8	47.9	39.7

Corrélation des énoncés

Ces énoncés sont évidemment corrélés entre eux. Visiblement, les gens considérés comme inquiets sont plus nombreux à considérer que les choses se sont détériorées; ils sont deux fois plus nombreux à anticiper un recul dans les prochaines années. Pour la retraite, ils sont nettement plus pessimistes.

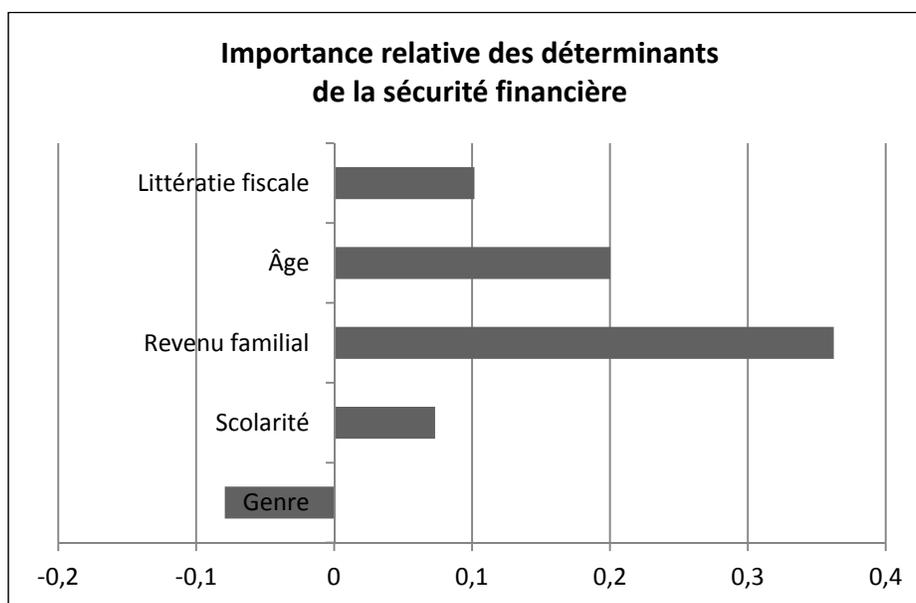


5. REGARD CROISÉ SUR LES RÉSULTATS

Quand on tient compte de tous les aspects, les déterminants sont très semblables. Le genre, l'âge, le revenu familial et la scolarité sont des causes qui expliquent largement l'évaluation que les gens font de leur propre situation.

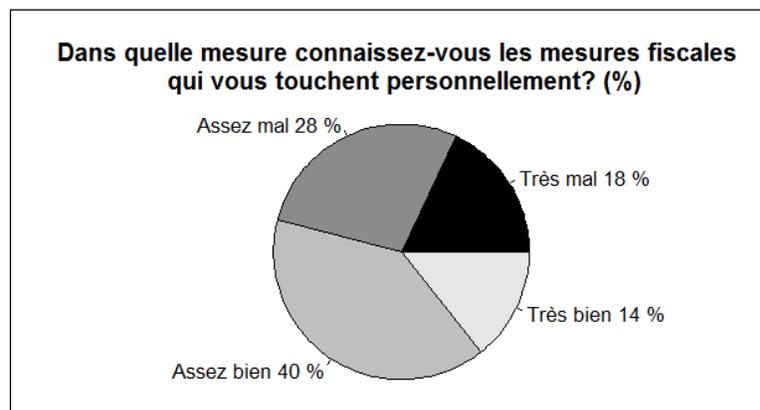
Pour y voir clair, on a construit un indice qui fait la somme des indicateurs positifs et qui soustrait les indicateurs négatifs. On tient alors compte des sept indicateurs précédemment exposés. On peut ensuite effectuer des analyses de régression ou isoler le groupe des personnes les plus inquiètes et étudier la probabilité de faire partie de ce groupe.

En procédant à une régression multiple de l'effet des principaux déterminants sur cet indice de sécurité financière, on obtient le graphique suivant. Les coefficients qu'on y présente sont normalisés : ils rapportent des tailles d'effets comparables pour des variables dont les échelles de mesure varient. On peut ainsi voir que, pour chaque variation d'un écart-type de l'âge, la perception de sécurité financière varie de près de 1/5 d'écart-type. On peut ainsi constater que les effets du genre ou de la scolarité sont d'une ampleur comparable, alors que l'effet du revenu familial est beaucoup plus grand⁶. Les caractéristiques présentent toutes des coefficients de régression statistiquement significatifs avec la variable dépendante.



⁶ Aucune des cinq variables explicatives ne présente un coefficient de corrélation supérieur à 0,25 par rapport à une autre de ces variables.

Une des variables incluses dans la régression précédente concerne la littératie fiscale. Cette caractéristique est captée par la question suivante, posée aux répondants en sus des questions portant sur leur sécurité financière.



	Très mal	Assez mal	Assez bien	Très bien
Homme	12.0	35.6	45.8	6.7
Femme	16.0	40.9	38.1	5.1
18 à 24 ans	32.3	46.7	18.3	2.6
25 à 34 ans	18.4	49.4	29.8	2.4
35 à 44 ans	19.0	36.8	39.2	5.1
45 à 54 ans	8.3	39.2	47.8	4.7
55 à 64 ans	7.0	28.2	56.0	8.8
65 ans et plus	9.5	31.9	48.5	10.1
Moins de 20 000 \$	29.9	41.8	25.5	2.7
20 000 à 40 000 \$	11.7	42.9	41.0	4.4
40 000 \$ à 60 000 \$	12.4	37.4	44.7	5.5
60 000 à 80 000 \$	14.5	33.4	44.3	7.8
80 000 \$ à 100 000 \$	13.8	31.1	46.1	9.1
100 000 \$ à 150 000 \$	6.3	38.9	49.4	5.3
150 000 \$ et plus	3.4	41.5	43.6	11.5

La littératie fiscale désigne « le fait de disposer des connaissances, des compétences et de la confiance en celles-ci nécessaires à la prise de décisions financières responsables sur le plan fiscal »⁷. Cette caractéristique, étudiée dans certains travaux antérieurs de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, est liée au revenu, à l'âge et à la scolarité. Mais, comme le montrent les résultats de régression précédents, elle explique par elle-même une partie de la variation dans le sentiment de sécurité financière. Il s'agit du type de compétence et de connaissance qui permet en effet aux individus d'exercer un plus grand contrôle sur leur propre situation financière, ce qui devrait logiquement augmenter leur sentiment de sécurité par rapport à ces questions.

Ces relations peuvent également être illustrées en isolant le quartile regroupant les gens les plus inquiets (25 % de l'échantillon), ce qui permet d'établir des probabilités de faire partie de ce groupe en fonction des variables explicatives présentées. Quatre profils illustratifs sont décrits ici. D'abord une femme jeune, peu scolarisée et avec de faibles revenus. Ensuite, un homme âgé de plus de 65 ans, fortement scolarisé et avec un revenu élevé. Entre les deux, un homme et une femme tous deux en milieu de vie, avec des revenus moyens et un diplôme d'études collégial pour lui et universitaire pour elle. Leurs probabilités de faire partie du groupe des inquiets varient de 2 à 78 % aux extrêmes.

Les gens qui estiment être détenteurs de très bonnes connaissances fiscales sont significativement moins inquiets. Pour le profil d'une femme jeune, peu scolarisée et avec de faibles revenus, la probabilité de faire partie des inquiets passe de 77 % à 66 % lorsque l'on passe d'une très faible littératie fiscale à une très forte. Dans le cas des profils intermédiaires d'un homme ou d'une femme gagnant entre 40 000 \$ et 60 000 \$, la probabilité de faire partie des inquiets passe respectivement de 31 % à 20 % et de 34 % à 23 %. Pour le profil de l'homme âgé de plus de 65 ans, fortement scolarisé et avec un revenu élevé, le gain n'est que de deux points puisque la probabilité passe de 4 % à 2 %. L'effet des connaissances fiscales est donc plus fort chez les groupes les plus défavorisés socialement. Par contre, la connaissance fiscale est toutefois elle-même déterminée socialement, étant plus répandue chez les plus fortunés!

⁷ Genest-Grégoire, A., Godbout, L. et Guay J.-H. (2016) [Littératie fiscale: exploration du concept et bulletin de la population québécoise](#). (Cahier de recherche No. 2016-03). Université de Sherbrooke, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques. P. 4.

Genre	Femme		Homme		Femme		Homme	
Âge	18 à 24 ans		45 à 54 ans		45 à 54 ans		Plus de 65 ans	
Revenu familial	Moins de 20 000 \$		40 000 \$ à 60 000 \$		40 000 \$ à 60 000 \$		Plus de 150 000 \$	
Scolarité	Diplôme d'études secondaires, primaire ou professionnel		Diplôme d'études collégiales		Diplôme d'études universitaires		Diplôme d'études universitaires	
Littératie fiscale autorapportée	Faible	Forte	Faible	Forte	Faible	Forte	Faible	Forte
Probabilité de faire partie des inquiets	78 %	66 %	31 %	20 %	34 %	23 %	4 %	2 %

6. CONCLUSION

L'inquiétude financière, malgré son caractère subjectif, est donc ancrée dans une réalité sociale; elle est liée à des déterminants objectifs relativement simples. Ceux et celles qui croient que ces inquiétudes s'expliquent essentiellement par des facteurs individuels se trompent largement. L'étude de CPA Canada abondait d'ailleurs dans le même sens : les ménages avec des revenus ou des actifs plus importants sont bien moins enclins à faire preuve d'insécurité financière que ceux pour lesquels ils sont plus faibles. La littératie fiscale, et sans doute la littératie financière qui lui est analogue, est un facteur de sécurité financière, peu importe les autres déterminants sociaux, parce qu'il s'agit d'une qualité qui témoigne du degré de maîtrise des citoyens par rapport à leur situation financière. Une situation sur laquelle on a le sentiment d'avoir une emprise est beaucoup moins menaçante qu'une autre qu'on a l'impression de devoir subir sans pouvoir y faire quoi que ce soit.

Les résultats présentent à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. Ils peuvent être vus de façon favorable en considérant qu'ils montrent que les ménages ont une perception relativement juste de leur sécurité financière réelle, et donc qu'ils ont à tout le moins de bonnes chances d'être au courant que leur situation est précaire, le cas échéant. La mauvaise nouvelle est qu'une part non négligeable de la population semble se considérer dans une situation précaire sur le plan financier, du moins d'un point de vue subjectif. Cette situation devrait évidemment être une source de préoccupation pour les décideurs publics lorsqu'ils réfléchissent aux politiques de soutien du revenu, de retraite ou de logement.